

"Leur rentabilité est garantie et ils n'ont pas planté un seul mètre de tuyaux", dit Kirchner sur Suez.

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Leur-rentabilite-est-garantie-et-ils-n-ont-pas-planté-un-seul-metre-de-tuyaux-dit-Kirchner-sur-Suez>

**"Leur rentabilité est garantie et
ils n'ont pas planté un seul
mètre de tuyaux", dit Kirchner
sur Suez.**

- Argentine - Économie - Privatisées - Services Publics : eau, électricité, ordures, etc -
Date de mise en ligne : vendredi 16 septembre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

"S'ils veulent s'en aller, qu'ils s'en aillent, nous avons déjà des candidats pour les remplacer". Le ministre de Planification, Julio de Vido, s'est exprimé de cette manière sur l'entreprise française Suez, propriétaire d'Aguas Argentinas. Zapatero a avancé que, si Aguas de Barcelona arrive à mettre sur pied un montage financier, elle pourrait rester dans l'entreprise.

Par S M.

[Página 12](#). New York, 16 septembre 2005.

Néstor Kirchner est convaincu que l'annonce publique de l'entreprise française Suez, propriétaire d'Aguas Argentinas, a été une manoeuvre pour tenter de rester et d'obtenir des bénéfices. Toutefois, le Président a dit à ses collaborateurs que cette action est sans effet. "Le Gouvernement n'est pas préoccupé par le départ de Suez ; s'ils veulent partir, qu'ils partent. Nous avons déjà des candidats nationaux et internationaux pour les remplacer", a dit hier, publiquement, le ministre de Planification, Julio de Vido. En privé, le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, a avancé à Kirchner que si Aguas de Barcelona, qui est actionnaire d'Aguas Argentinas, arrive à faire un montage financier, elle pourrait rester comme actionnaire de l'entreprise.

"Tout ce que nous a fait Suez. Ils ont une rentabilité garantie et ils n'ont pas planté un seul mètre de tuyaux ", Kirchner s'est plaint devant ses ministres et conseillers pour les dernières annonces de l'entreprise en question. Son annonce a déclenché un espoir ou une attente face à l'absence de réunion entre le président argentin et le premier ministre français, Dominique de Villepin. La rencontre était restée envisageable après que le président Jacques Chirac eut félicité Kirchner pour l'identification du corps de la religieuse française assassinée dans l'ESMA Léonie Duquet. Mais Chirac est tombé malade et n'a pas pu se rendre à New York. Entre temps, Suez a annoncé qu'il se retirait d'Aguas et depuis la France on a fait savoir que Villepin pourrait s'entretenir sur l'affaire avec Kirchner.

Mais le gouvernement argentin ne le souhaitait pas , malgré ce qu'ont pu laissé entendre certains fonctionnaires. Cela ne s'est pas produit.

En janvier de cette année, quand Kirchner a rencontré à Paris avec le président français, ils ont abordé le sujet Suez. "C'est est un caillou dans la chaussure. Nous devons le sortir et continuer à marcher", avait dit Chirac. La phrase a été décodée par l'argentin comme un bon signal du gouvernement français. Depuis cela, on avait peu avancé dans la négociation. Suez, qui avait proposé un calendrier d'augmentation tarifaire acceptable pour le Gouvernement, a demandé que l'État argentin prenne en charge sa dette qu'elle auprès d'une banque pour quelque 300 millions de dollars, qu'ils prétendaient annuler avec un crédit à taux préférentiel qui devait lui accorder la Banco Nacion. Le Gouvernement lui a dit que non.

Hier, bien que le premier ministre espagnol ait dit que l'affaire était restée en suspens et à voir plus tard, nous savons que lors de la réunion entre Kirchner et Zapatero, les deux chefs de gouvernement ont décortiqué le sujet. Aguas de Barcelona entre dans la société d'Aguas Argentinas, mais elle est pour le moment sous la tutelle de Suez, qui détient la majorité du capital de l'entreprise catalane. Zapatero a considéré qu'Aguas de Barcelona pourrait sortir d'Aguas Argentinas, en rompant avec Suez et entrer à nouveau comme actionnaire de la nouvelle société qui gèrera la société privatisée argentine.

De Vido affirme qu'il a l'accord de capitalistes internationaux et locaux qui souhaitent prendre le contrôle de la concession d'Aguas Argentinas. L'État argentin aurait une participation minimale dans le nouveau schéma, peut-être

"Leur rentabilité est garantie et ils n'ont pas planté un seul mètre de tuyaux", dit Kirchner sur Suez.

une « golden stock », et Aguas de Barcelona comme associée. Zapatero n'a pas écarté qu'il puisse y avoir une autre entreprise étatique espagnole qui prenne part aussi du montage si finalement Suez met à exécution sa menace.

La sensation que laissent apparaître les hauts fonctionnaires du Gouvernement, et ce que dit généralement à ce sujet le Président à ses collaborateurs, c'est que les jours de la présence en Argentine de l'entreprise française sont comptés. Le Gouvernement demandera qu'elle franchisse toutes les étapes légales avant de laisser la concession, et ensuite laissera le cours de l'histoire, autant avec Suez qu'avec Aguas Argentines.